

Bidganeh, au sud-ouest de Téhéran. Cet attentat a coûté la vie à un général des pasdarans, à l'origine du programme balistique iranien.

Le véritable danger vient de Tel Aviv, seule puissance nucléaire de la région et qui entend conserver ce monopole. Ce n'est pas la première fois que les dirigeants israéliens brandissent la menace d'une intervention militaire contre l'Iran, mais jamais dans de telles proportions. Bien que l'ensemble des experts estiment que le bombardement des sites nucléaires iraniens ne fera que retarder de quatre ans au plus le programme de Téhéran, on ne peut exclure une action militaire dans les mois à venir.

En effet, les leaders israéliens Netanyahu, Ehoud Barak et Moshe Yaalon sont confrontés, entre autres, à la crise sociale et à une contestation que reflète notamment le mouvement des indignés. L'État d'Israël accentue les tensions régionales pour mieux cadencer la contestation sociale interne qui mine le consensus nationaliste-sioniste.

Contre l'avis de leur état-major et des services de renseignements occidentaux, Netanyahu et consorts pensent avoir une « fenêtre de tir ». Ils comptent convaincre leurs parrains états-uniens d'intervenir contre l'Iran ou de les soutenir activement. Une position qui se nourrit de la faiblesse d'Obama qui, à un an des présidentielles, peine à dicter ses conditions. Position renforcée par l'expédition impérialiste en Libye destinée à se débarrasser de Kadhafi pour installer un pouvoir plus conciliant. Cette politique entend profiter des soulèvements populaires légitimes contre les dictatures pour reconfigurer la région au profit des grandes puissances impérialistes et enrayer la dynamique émancipatrice du printemps arabe.

À l'aube d'une nouvelle guerre ?

En ce qui concerne l'Iran, un tel scénario exige qu'au sein de la direction de la République islamique et des Gardiens de la Révolution se dégage une faction disponible. À cette étape, et cela ne présage pas de l'avenir, ce pari est pour le moins hasardeux.

Une agression militaire contre la République islamique comporte des risques immenses, d'où l'opposition des chancelleries occidentales et de la Maison-Blanche. Téhéran a une capacité de riposte directe et indirecte importante et ne restera pas sans réagir. Cela mènera à une conflagration régionale. Enfin, à l'heure où les puissances impérialistes engagent leur retrait d'Irak et d'Afghanistan, une guerre d'occupation est exclue.

Toute action militaire contre l'Iran provoquera un réflexe nationaliste et anti-impérialiste massif. Des conservateurs aux « réformateurs », toutes les factions de la République Islamique soutiennent le programme nucléaire. Une intervention militaire ne ferait que ressouder un régime profondément divisé. La République islamique en sortirait renforcée et le peu d'espace conquis par les luttes populaires se refermerait aussitôt.

Les conflits au sommet, le peu de légitimité d'Ahmadinejad, les affaires de corruption qui touchent les arcanes du pouvoir, le discrédit qui frappe le Guide (lui qui a soutenu Ahmadinejad lors de sa réélection et de la répression qui s'en est suivie), la crise sociale et économique... accentuent la crise de régime et libèrent des espaces pour l'expression de la contestation sociale. Cela se traduit par de nombreuses grèves ouvrières, des luttes locales, des mobilisations des femmes, de la jeunesse étudiante ou des acteurs culturels... Les voies du renversement de la République islamique se situent dans l'activité sociale.

Plus que jamais, nous devons articuler une campagne internationale de solidarité avec les peuples d'Iran en lutte contre la République islamique et construire un large front d'opposition à une intervention impérialiste qui serait un désastre pour les peuples de la région.

Babak Kia

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 125 (24/11/11).